INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 28 avril 2022**

* Les bourses européennes se sont offertes un rebond jeudi, dans un contexte marqué par une avalanche de résultats trimestriels. Le CAC 40 a terminé sur un gain de 0,98% à 6 508,14 points, et l'Euro Stoxx 50 s'est adjugé 0,95% à 3 770,09 points. Même tendance à Wall Street, où en fin d'après-midi le Dow Jones grappille 0,02%, pendant que le Nasdaq progresse de 0,24%.
* La journée avait démarré en fanfare sur le Vieux Continent, les indices grimpant en cours de matinée jusqu'à 2%, soutenus par les bons rapports trimestriels de grands groupes tels que Capgemini ou TotalEnergies pour la France, et Unilever, Barclays ou encore Nokia dans le reste de l'Europe. Les investisseurs saluaient également la performance surprise de Meta, qui avait publié la veille à New-York.
* L'ambiance est ensuite retombée après la pause déjeuner, lorsque les investisseurs ont pris connaissance d'une inflation allemande qui a accéléré au-dessus des attentes en avril, à 7,4%, et, surtout, des données du PIB américain. Celui-ci s'est en effet contracté de manière inattendue au cours du premier trimestre 2022 (-1,4%), alors que le consensus visait une croissance de 1,1%.
* Le cours du maïs se maintient aujourd'hui au-dessus de 8 dollars le boisseau à quelques cents de son plus haut historique de 8,39 dollars. A l'instar de nombreuses matières premières agricoles, le prix du maïs flambe depuis le début de l'année en raison de la guerre en Ukraine : + 38%. Ce pays est en effet le cinquième producteur mondial de maïs et il exportait avant la guerre, 15% du maïs au niveau mondial.
* En fin d’après-midi, la couronne suédoise progresse de 0,50% à 10,34 couronnes pour 1 euro, alors que la Banque centrale de Suède (Riksbank) a enfin débuté son cycle de normalisation monétaire. L’institution a en effet relevé de 25 points de base son principal taux directeur pour le porter à 0,25%. Elle a également annoncé une réduction de son programme de rachats d’actifs. La Riksbank cherche ainsi à endiguer une inflation qui a atteint 6,1% en mars en rythme annuel, alors que son objectif cible est fixé à 2%.

A l'avenir, l'institution a laissé entendre que d'autres hausses de taux étaient prévues.

* Entre fin septembre et fin décembre 2021, l’emploi salarié a progressé de 0,4 % en moyenne sur le territoire national, grâce à un rebond dans l’intérim (+5,4 %) et à une hausse dans le tertiaire marchand hors intérim (+0,5 %), a annoncé l'Insee. Au niveau national, au quatrième trimestre 2021, l’emploi salarié total a retrouvé et même dépassé de 1,5 % son niveau d’avant la crise sanitaire (fin 2019). Toutes les régions ont au moins retrouvé leur niveau d’avant-crise, à l’exception de la Bourgogne-Franche-Comté.

À l'inverse, l'emploi salarié a dépassé son niveau d'avant-crise dans toutes les autres régions, et l'a même nettement dépassé dans deux DOM (Guyane et La Réunion), en Nouvelle-Aquitaine, Bretagne, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'emploi salarié a dépassé son niveau d'avant-crise dans 84 des 100 départements. Le surcroît d'emploi est plus important dans les départements de Nouvelle-Aquitaine et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les départements qui n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise sont essentiellement concentrés dans les régions Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est et Île-de-France.

* Pour la deuxième année consécutive, Londres figure au premier rang de l'indice Schroders Global Cities, qui vise à identifier et classer les meilleures villes dans le monde à l'aide de quatre indicateurs : économie, environnement, innovation et transport. La capitale britannique a obtenu de très bonnes notes dans plusieurs domaines et se place devant ses concurrents mondiaux en matière d'innovation.

Elle a également bénéficié de la renommée mondiale de ses universités et de son vaste réseau de transports en commun, qui devrait se développer cette année avec l'ouverture attendue de la nouvelle ligne Elizabeth.

Boston se hisse sur la deuxième marche du podium cette année, échangeant de place avec San Francisco, qui occupe désormais le troisième rang.

Parallèlement, Paris, la seule autre ville européenne figurant dans le top 10, a perdu trois places pour arriver en septième position. " Le talon d'Achille de la France se situe principalement au niveau de la qualité des universités (innovation) ", explique Schroders.

**SOCIETES**

* Sur la place parisienne, les valeurs technologiques ont été à la fête, Worldline (+6,77%), Dassault Systèmes (+5,72%) et Capgemini (+5,15%) ayant dominé le CAC 40. A l'inverse, Sanofi (-0,91%), Pernod Ricard (-1,02%) et Thalès (-0,98%) n'ont pas su profiter de leurs publications et ont fini tout en bas du classement.
* TotalEnergies a progressé de 3,66% sur la place de Paris, à 46,78 euros par action, après avoir publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes. Sur les trois premiers mois de l'année 2022, la major pétrolière a réalisé un bénéfice net ajusté de 9 milliards d'euros, soit une multiplication par 3 sur un an et une hausse de 32% en séquentiel. Il dépasse ainsi le consensus de 12%. Toutefois, le groupe a passé comme attendu une provision de 4,1 milliards de dollars, en raison des sanctions contre la Russie et des risques qui pèsent sur la capacité d'exécution du projet Arctic LNG 2.

Le résultat net part du groupe s'élève ainsi à 4,9 milliards de dollars, en hausse de 48% sur un an, mais en repli de 15% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Le chiffre d'affaires trimestriel a quant à lui progressé de 57% pour s'établir à 68,61 milliards de dollars, boosté par la hausse des cours des hydrocarbures. La division Exploration et Production a ainsi bondi de 42% et la croissance des ventes de gaz naturel liquéfié s'est élevée à 15% sur un an à 13 millions de tonnes.

Grâce à cet environnement porteur, TotalEnergies a généré un cash flow opérationnel de 12 milliards de dollars, soit 23% de plus qu'au quatrième trimestre 2021 et plus de 2 fois supérieur à son niveau de l'an dernier. Ainsi, le conseil d'administration a pu confirmer l'augmentation de 5% du premier acompte sur dividende au titre de l'exercice 2022, d'un montant de 0,69 euro par action, et a autorisé la société à racheter jusqu'à 3 milliards de dollars d'actions au premier semestre 2022.

* Capgemini (+5,15% à 196,10 euros) a été propulsé parmi les plus fortes progressions de l'indice CAC 40 par une accélération inattendue de l'activité en premier trimestre. Et dans une telle proportion que les objectifs 2022, réaffirmés jeudi matin, semblent prudents aux yeux des observateurs. Le groupe de conseil et de services informatiques est parvenu à contrecarrer une nouvelle hausse du taux d'attrition du personnel, à 26,2% contre 23,5% en fin d'année dernière.

Dans le même temps, ses effectifs ont progressé de 16 000 au cours du trimestre pour atteindre 340 700 employés

Capgemini a réalisé au 1er trimestre 2022 un chiffre d'affaires de 5,167 milliards d'euros, en hausse de 21% à taux de change courants et de 17,7% à taux de change constants. La croissance interne est ressortie à 16,3%. Les attentes des analystes ont été aisément dépassé : +10,5% en organique. Le Cloud et la Data ont constitué les principaux moteurs de cette croissance.

" Il s'agit du quatrième trimestre consécutif avec une croissance supérieure à 10%. Cela démontre clairement le changement de profil de croissance du Groupe et notre capacité à gagner des parts de marché ", a commenté Aiman Ezzat, le directeur général.

Sur le plan commercial, les prises de commandes s'élèvent à 5,473 milliards d'euros, ce qui représente une hausse de 26% à taux de change constants.

* Sanofi a reculé que de 0,91% à 102,40 euros, après avoir publié jeudi matin des résultats trimestriels meilleurs qu’anticipé. Le laboratoire pharmaceutique a ainsi réalisé un bénéfice au premier trimestre 2022 de 2,01 milliards d'euros, en hausse de 28,3% sur un an. Cela représente un bénéfice par action de 1,61 euro. Le bénéfice net des activités s'est quant à lui élevé à 2,42 milliards d'euros (+16% à taux de change courants), soit, 1,94 euro par action, alors que le consensus l'attendait à 1,77 euro.

Le résultat opérationnel des activités a atteint pour sa part 3,065 milliards d'euros, en hausse de 12,2%, soit 7,9% au-dessus des attentes.

Le chiffre d'affaires est ressorti 2,6% au-dessus du consensus grâce à une croissance de 12,6% (+8,6% à taux de change constants): il s'élève ainsi à 9,674 milliards d'euros, dopé par les ventes de l'activité Médecine de Spécialités, en hausse de 17,8%. Au sein de cette division, les ventes du médicament phare du laboratoire, le Dupixent, permettant le traitement de l'eczéma, ont représenté 1,614 milliards d'euros (+45,7%).

Les Vaccins ont quant à eux progressé de 6,8%, reflétant la solide performance de la franchise PPH et la reprise progressive des ventes de Vaccins pour voyageurs, et la Santé Grand Public de 17%, portée par les catégories Toux & Rhume et Douleur.

* Pernod Ricard (-1,02% à 193,50 euros) a fait mieux que prévu lors du troisième trimestre de son exercice 2021-2022. Le deuxième groupe mondial de spiritueux a ainsi réalisé un chiffre d’affaires de 2,45 milliards d’euros sur la période, en croissance interne de 20% sur un an. C’est bien mieux que ce qu’anticipait le consensus (+14,3%).

" Notre croissance du troisième trimestre a été très forte et s'inscrit dans la continuité de la performance d'ensemble du premier semestre, toutes nos régions et nos marchés Must-Win affichant une très forte croissance ", a commenté Alexandre Ricard, le PDG.

Sur les 9 premiers mois de son exercice décalé, Pernod Ricard a enregistré un chiffre d'affaires de 8,41 milliards d'euros, en croissance interne de 18%.

Du côté des perspectives, Pernod Ricard prévoit un quatrième trimestre moins dynamique, impacté par les perturbations liées au Covid en Chine, la normalisation de l'effet de phasage aux États-Unis et les suites du conflit en Ukraine.

Dans l'ensemble, il table pour l'exercice 2021-2022 sur une forte dynamique des ventes dans toutes les régions, avec un rebond du On-trade, la résilience du Off-trade et la reprise progressive du Travel Retail.

Cela se devrait se traduire par une croissance organique du résultat opérationnel courant d'environ +17% (consensus : 16,9%) sur l'ensemble de l'exercice et une amélioration de la marge opérationnelle.

* Les résultats de Meta, maison-mère de Facebook, étaient particulièrement attendus après la lourde sanction infligée au quatrième trimestre. Le réseau social avait alors été plus pénalisé que prévu par la concurrence et la fonctionnalité de l'iOS 14, qui limite l’utilisation des données des utilisateurs pour le ciblage publicitaire. Sur les trois premiers mois de l'année, Meta a conquis plus d'abonnés que prévu.

Après avoir enregistré en fin d'année 2021, la première baisse du nombre d'abonnés de son histoire, Meta a renoué avec la croissance. Le nombre d'utilisateurs actifs quotidiens a progressé de 4% à 1,96 milliard alors que le marché anticipait 1,94 milliard.

Le chiffre d'affaires a progressé de 7% à 27,9 milliards de dollars, ressortant en dessous du consensus s'élevant à 28,30 milliards. Les ventes publicitaires se sont élevées à 27 milliards de dollars, soit une croissance de 6%, en net ralentissement par rapport au trimestre précédent (+20%). Le marché prévoyait 27,6 milliards de dollars. L'activité a été pénalisée par le début de la guerre en Ukraine.

Les profits ont en revanche dépassé les attentes. Meta a cependant vu son bénéfice net baisser de 21% à 7,465 milliards de dollars, soit 2,72 dollars par action. Le consensus s'élevait à 2,54 dollars par action.

La division Reality Labs, qui regroupe les produits, les logiciels et les contenus liés à la réalité augmentée et virtuelle, a généré 695 millions de dollars (+30%) de revenus et engendré une perte opérationnelle de 2,96 milliards de dollars contre -1,83 milliard un an auparavant.

Les perspectives d'activité se sont avérées décevantes. Les revenus pour le trimestre en cours sont anticipés entre 28 et 30 milliards de dollars. Wall Street cible plus de 30 milliards de dollars.

**ANALYSES**

* Les perspectives de l’économie mondiale revues et publiées par le FMI ne sont guère réjouissantes. Il est rare que le Fonds révise aussi nettement à la baisse ses projections de croissance après un seul trimestre de l'année. Or il le fait aujourd'hui pour 86 % de ses 190 pays membres, en prévoyant une croissance mondiale pour 2022 en baisse de 4,4 % à 3,6 %.

Ces projections s'accompagnent d'une hausse significative de l'inflation prévisionnelle, sachant par ailleurs que toutes ces mauvaises nouvelles ont pour toile de fond une incertitude encore plus profonde. Un biais baissier intervient dans la balance des risques, et il faut s'attendre à ce que les inégalités se creusent à la fois au sein des pays et entre eux.

Cette révision des prévisions interpelle les médias. L'accent se porte de manière compréhensible sur leur ampleur, liée aux effets économiques de la guerre d'Ukraine. La guerre est venue perturber l'approvisionnement en maïs, gaz, métaux, pétrole et blé, tout en poussant à la hausse le prix d’intrants critiques tels que les engrais (fabriqués à partir de gaz naturel). Ces évolutions suscitent des mises en garde quant à une crise alimentaire mondiale imminente, assortie d'une aggravation sévère de la faim dans le monde. Compte tenu de l'ampleur de ces perturbations, je ne serais pas surpris que le FMI publie de nouveau une révision à la baisse de ses projections de croissance - notamment en Europe - dans le courant de l'année.

Mais aussi importants que puissent être ces effets pour 2022, et notamment leur impact sur les catégories vulnérables de la population et les pays les plus fragiles, il convient de voir plus loin et de prêter aussi attention aux perspectives du FMI pour 2023. Les projections pour l'année prochaine révèlent en effet un problème tout aussi important à moyen terme : la perte de puissance des modèles de croissance à travers le monde. Le FMI ne s'attend pas à ce que sa révision à la baisse considérable de la croissance économique mondiale pour 2022 soit compensée en 2023. Au contraire, le FMI ne prévoit plus 3,8 % mais 3,6 % pour l'an prochain.

Trois évolutions historiques expliquent la tiédeur de ces perspectives : la nature changeante de la mondialisation, le recours prolongé à des amplificateurs artificiels de croissance, ainsi qu'un échec d'investissement à long terme dans des sources de croissance durable.

La mondialisation économique et financière a évolué d'une manière qui rend plus difficile pour les économies nationales la possibilité de tirer parti du commerce international et des investissements directs étrangers à des fins de croissance domestique. Si la pandémie a soulevé des interrogations autour de la multiplication et des vulnérabilités potentielles des chaînes d'approvisionnement transfrontalières « juste à temps », il convient de rappeler que les restrictions au commerce et à l'investissement s'étaient accentuées bien avant l'apparition du Covid-19. La guerre commerciale Etats-Unis – Chine a marqué le retour de droits de douane élevés ainsi que d'autres mesures protectionnistes qui ont des répercussions majeures sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Ces évolutions interviennent par ailleurs au moment exact où de nombreux pays sont confrontés à des contraintes de resserrement des politiques monétaires. Le recours à une relance de politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle se trouve actuellement empêché par une inflation élevée et persistante. Comme l'observe le FMI, ce nouvel environnement accule les banques centrales à des compromis politiques délicats, dans la mesure où il expose l'économie réelle aux aléas potentiels de la volatilité des marchés financiers.

Bien que la marge de manœuvre budgétaire soit globalement moins limitée que la marge de manœuvre monétaire, la possibilité d'action est malheureusement mal répartie entre les pays. Là où les gouvernements devraient user de la puissance de feu dont ils disposent pour protéger les catégories les plus vulnérables de leur population, certains sont déjà confrontés à des niveaux de dette alarmants.

Ces évolutions coïncident avec une période de faible croissance de la productivité dans de nombreux pays. Cette performance médiocre est la conséquence de manquements passés - et persistants - en matière d'investissement dans des moteurs de véritable croissance, notamment les infrastructures physiques et le capital humain.

Le rapport du FMI rappelle utilement aux dirigeants politiques qu'il leur faut prêter bien davantage attention à la promotion de l'innovation, à l'amélioration de la productivité, ainsi qu'au renforcement d'autres moteurs qui permettent une croissance économique solide et inclusive. L'échec, en la matière, augmentera inconfortablement le risque de stagnation de la croissance à moyen terme. Dans un monde déjà confronté à des défis climatiques, économiques, financiers, institutionnels, politiques et sociaux considérables, nous ne pouvons pas nous permettre un tel scénario.

**L’AGENDA DU 29 avril 2022**

**7h30 en France**

PIB au premier trimestre

Consommation des ménages en biens en mars

**11h00 en zone euro**

Inflation en avril

PIB au premier trimestre

**14h30 aux Etats-Unis**

Revenu et consommation des ménages en mars

Indice des prix PCE en mars

**15h45 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat de la région de Chicago

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en avril